

Affaire Manirumva : Un grain de sable pour certains Officiers burundais

@rib News, 13/02/2011 La Société civile burundaise continue à faire pression sur le pouvoir de Bujumbura pour que lumière soit faite autour des circonstances de la mort d'un activiste de lutte contre la corruption Ernest Manirumva, assassiné en avril 2009 par arme blanche. Dans un communiqué de presse rendu public le 9 février, une dizaine d'organisations de la société civile demandent au gouvernement de faciliter l'audition de Gabriel Nduwayo, alias SÃ, est exilé au Canada depuis la mort de Manirumva. Le communiqué de mercredi déplore que le gouvernement burundais n'ait rien fait pour que SÃ soit auditionné.

« Il convient de rappeler que les autorités canadiennes ont invité les autorités burundaises à venir au Canada dans le cadre d'une commission rogatoire internationale pour auditionner cette personne, mais les autorités burundaises n'ont, ce jour, donné aucune suite à cette invitation », lit-on dans ce communiqué. Les autres personnes à auditionner sont le colonel Nikiza David, Bisaganya Albert et Barampanze Godefroid, qui, d'après la Commission enquêtes, « pour permettre de déterminer la responsabilité de chacun au regard de leurs déclarations contradictoires », souligne le communiqué. Les signataires demandent aussi le prélèvement des échantillons d'ADN pour les certains hauts gradés de la police et de l'armée. Il s'agit, entre autres, du Général Adolphe Nshimirimana, directeur des services nationaux Renseignements, la Police présidentielle. Outre le patron des Services secrets burundais, sont cités : Gervais Ndirakobuca, Général (PNB) ; David Nikiza, Colonel ; Désiré Uwamahoro, Major ; Pacifique Ndikuriyo, Capitaine ; Nininahazwe, Commissaire municipal adjoint ; Nkundimana, Adjudant-major ; Jean Marie Niyonzima, Officier de police ; Nzisabira, Officier de police ; et tous les membres de l'Unité de police dirigée par le Général Gervais Ndirakobuca. La société civile semble plus déterminée que jamais pour que la vérité éclate autour de l'assassinat de Manirumva. La victime se fait assister par quatre avocats dont un Belge, Me Alexis Deswaef. Me Deswaef avait déploré le manque de la volonté du gouvernement pour effectuer des auditions afin d'entendre Nduwayo exilé au Canada. Au cours d'une conférence le mois dernier à Bujumbura, Me Deswaef s'était demandé pourquoi de hauts cadres de la police et de l'armée, cités dans cette affaire, ont peur de faire des tests ADN. « S'ils sont innocents, pourquoi ont-ils peur de faire un test ADN pour mettre les choses au clair », s'était interrogé Me Deswaef. Pour rappel, Ernest Manirumva, combattant anticorruption, a été sauvagement tué par arme blanche le 9 avril 2009 par des inconnus. Il effectuait des enquêtes sur un commerce illicite qui proviendrait de la Malaisie vers la Région des Grands Lacs, un commerce qui allait grossir les comptes de certains hauts cadres de la police et de l'armée. Après sa mort, plusieurs témoins sont morts de fausses mystérieuses sans que personne ne fasse un geste pour les protéger. C'est ainsi que le Capitaine Pacifique Ndikuriyo a été assassiné et aucune enquête n'a été réalisée pour élucider les circonstances de cette mort. [ND]